

Cette synthèse de mon travail (qui date d'août 2012) est un peu longue et pas assez ordonnée, pardon, mais ces propositions sont importantes et décisives, je crois. Elles pourraient être une ébauche de livre original :)

[J'y ai ajouté (entre crochets) la proposition du « salaire à vie », car je la pense aujourd'hui (4 ans plus tard) plus émancipante du capitalisme que celle du « revenu de base » (d'ores et déjà récupérée et corrompue par les exploités) — voir [l'explication de Bernard FRIOT](#). Toutes les techniques de solvabilisation inconditionnelle des citoyens m'intéressent a priori, et mes recherches continuent.]

Bon courage à tous, bande de virus :)

Étienne

[Un entretien qui date de 2012 (un peu désordre, pardon) avec un jeune journaliste de **RageMag** : <http://ragemag.fr/populiste-nest-pas-un-gros-mot-entretien-avec-etienne-chouard/> (Le lien est devenu mort, je ne sais pas pourquoi.)]

“Populiste n’est pas un gros mot” entretien avec Étienne Chouard

Publié le 24 août 2012, par Ragemag

Il s’est fait connaître en 2005, en devenant l’homme qui a dit NON ! à la constitution européenne. Depuis, l’enseignant Étienne Chouard continue de mener son combat contre les Versaillais. Cours (très) particulier d’instruction civique en compagnie d’un empêchement de tourner en rond...

Étienne Chouard, chez lui, en mars 2012 © Mathieu Deslandes/Rue89

En 2005, vous vous êtes battu contre l’adoption du traité constitutionnel européen, pouvez-vous nous résumer les raisons et les moyens de cet engagement ?

J’ai décidé de m’engager (modestement et presque timidement) après avoir lu le texte de cette anti-constitution que l’on nous proposait, et qui vidait de leur (peu de) substance toutes les constitutions nationales. Cette situation était aggravée par un traitement médiatique lamentable (automne/hiver 2004 et printemps 2005). Les médias étaient tous en faveur du traité et dénonçaient les partisans du non comme des xénophobes, des réactionnaires, des nationalistes, alors que ces derniers avaient des arguments puissants, décisifs, documentés et d’inspiration démocratique pour signaler que ce texte était dangereux.

Comme tout le monde, j’en ai beaucoup parlé autour de moi, et j’ai écrit un texte de synthèse qui exposait cinq arguments particulièrement frappants (à mon sens) et que j’ai envoyé à mes collègues enseignants sur une liste professionnelle pour les inviter à m’aider à y voir clair ; puis, j’ai posté ce texte sur mon (tout petit) site personnel, comme une bouteille à la mer... Et ce texte s’est répandu dans le pays comme une trainée de poudre : en le recevant, les gens, par je ne sais quelle alchimie, s’enthousiasmaient et le renvoyaient souvent à tout leur carnet d’adresses... J’ai ainsi reçu douze mille mails en deux mois... Finalement, c’est à la fois le regard bienveillant, la confiance, de la plupart de mes lecteurs, ainsi que la méfiance des autres — ceux qui disaient de moi que j’étais un imposteur — qui ont été les moteurs de mon engagement depuis.

Quant aux moyens, il y a mon travail bien sûr, mais il y a aussi le travail des milliers de militants qui ont repris le texte, et qui l’ont diffusé partout avec les moyens du bord ; ils l’ont photocopié puis ils l’ont glissé dans les boîtes aux lettres de leurs rues, etc. Certains ont même tatoué leur voiture ou leur moto d’un « votez non à la constitution européenne et allez voir le site <http://etienne.chouard.free.fr/Europe/> »... Il y a eu un travail de fourmis de la part de personnes qui ne sont pas des professionnels de la politique et des médias. Ils se sont passé le mot entre eux.

“Ce n’est pas aux hommes au pouvoir d’écrire les règles du pouvoir”

Puis, les médias s’y sont mis, interpellés par leurs lecteurs. Un premier journaliste a fait un papier dans L’Huma intitulé : « Et si Étienne Chouard faisait gagner le non » Puis j’ai vu passer à la maison toutes les télévisions, les radios, les journaux. Mis à part quelques journalistes bienveillants, les médias n’ont d’ailleurs pas été très gentils (ils ne l’étaient guère avec les nonistes). Mais peu importe. Mon métier, c’est prof :

Je m'occupe du bien commun par vocation. Donc, ce que je fais en parallèle depuis 2005 n'est pas très éloigné : je continue à m'occuper du bien commun, mais à plus grande échelle, parce que je pense avoir trouvé une idée originale pour nous sortir — nous tous — du pétrin.

Quelle est cette idée ?

L'idée centrale de tout mon travail est que "ce n'est pas aux hommes au pouvoir d'écrire les règles du pouvoir" : ce n'est pas aux professionnels de la politique d'écrire la Constitution : ils doivent la craindre et donc ils ne doivent surtout pas l'écrire. La cause des causes de nos malheurs est, selon moi, en nous-mêmes, parce que nous ne sommes pas capables — en partie parce qu'on nous a trompés et en partie parce que nous nous trompons — de donner leur véritable sens aux mots démocratie et constitution, et parce que nous ne prêtons pas attention aux graves conflits d'intérêts qui empoisonnent le processus constituant.

Peut-on être aujourd'hui à la fois européiste et démocrate ?

Oui, mais pas d'emblée, pas forcément, et sûrement pas de la façon dont cela s'est fait depuis cinquante ans. La façon actuelle de construire l'Europe est antisociale, antiparlementaire, antidémocratique (sous couvert de discours lénifiants qui affirment l'inverse de la réalité). J'ai publié il y a peu sur mon blog une passionnante conférence d'Henri Guillemin sur le fascisme en France, qui remonte à la révolution française pour comprendre ce mot utile mais galvaudé.

Avec du recul, il me semble que le fond du fascisme (au sens large) est un projet politique de domination des riches contre les pauvres, incarné (avant même que le mot fascisme n'apparaisse) par les Girondins durant la révolution, puis par les Versaillais durant la Commune en 1871, puis par les représentants du centre gauche durant la troisième République (le parti "centre gauche" était le parti des industriels et des banquiers, à droite de la droite la plus cupide et la plus cynique), et finalement par les fascismes stricto sensu du 20^e siècle : quand les ultra-riches ont vu qu'ils allaient perdre les élections (avec la montée des socialismes au début du 20^e), ils ont renoncé au suffrage universel (qui n'était supportable à leurs yeux que tant qu'ils gagnaient toutes les élections) et ils sont devenus des adversaires acharnés du suffrage universel...

"L'obsession des possédants est de maintenir le niveau des salaires le plus bas possible"

Autrement dit, les grands privilégiés ne sont pour le suffrage universel que quand ils sont sûrs de gagner les élections ; sinon, ils deviennent "fascistes"... Autant dire que le fascisme au sens large (comme domination de classe) est une permanence depuis 200 ans. En dupant les pauvres (qui votent pour lui) le fascisme vide les Républiques de leur sens et prive les salariés de leurs protections. Et je trouve que l'Union Européenne obtient précisément ce même résultat, mais de façon beaucoup plus astucieuse et discrète que le fascisme à la papa : le résultat le plus concret des traités européens, c'est le chômage de masse institutionnalisé par une politique monétaire obsédée par l'inflation ; et du chômage de masse découlent directement les bas salaires et la docilité des travailleurs. Or, depuis 200 ans (depuis beaucoup plus de temps, en fait), l'obsession des possédants est de maintenir le niveau des salaires le plus bas possible. Et c'est la meilleure clef de lecture du réel, je crois, celle qui donne une cohérence aux "impuissances" des acteurs politiques : l'Union européenne est le meilleur outil que les riches aient inventé à ce jour pour atteindre l'objectif des bas salaires, en paralysant les luttes sociales.

Pourquoi l'Europe intéresse-t-elle tant les élites ?

Parce que l'Europe est d'une taille tellement gigantesque qu'aucune démocratie digne de ce nom n'y est possible, et parce que sa prétendue "Constitution" y a été pensée et écrite par les prétendues "élites" en question : ce sont les industriels et les banquiers qui ont voulu, financé et fait écrire les institutions européennes. C'est pourquoi les institutions européennes institutionnalisent la guerre économique : la "concurrence libre et non faussée" crée une fatalité de la lutte de tous contre tous. Rien à voir avec l'intérêt général, mais tout à voir avec l'intérêt des plus riches. Nos ploutocraties se radicalisent.

"Souverainiste n'est pas un gros mot du tout !"

On a du mal à défaire les logiques d'intérêt des dogmes idéologiques.

C'est lié. Vous savez, un dogme c'est une pensée imposée, répétée, rabâchée. Les riches ont mis ça en place de façon très organisée : ils ont acheté presque tous les médias importants. Pourquoi le banquier Rothschild achète le journal Libération ? Pas pour gagner de l'argent, il va en perdre. Pourquoi la banque Lazard achète le journal Le Monde ? Idem. Pourquoi le Crédit Agricole achète la radio Skyrock ? Itou.

Pourquoi les marchands d'armes Lagardère et Dassault ont-ils acheté les trois quarts de la presse et une grande partie des maisons d'édition ? Que des marchands de canons maîtrisent les médias et l'édition, c'est à la fois dangereux et révoltant. Avec ces outils-là, en plus de gagner les élections (ce qui est tout à fait essentiel, évidemment), on peut effectivement fabriquer et entretenir un dogme. Par exemple, on peut rabâcher tous les jours que "l'Europe, c'est bien", ou qu'il faut absolument, "pour des raisons humanitaires", aller faire la guerre un peu partout dans le monde : en Afghanistan, en Irak, en Lybie, en Syrie, en Iran, et puis quoi encore ?

Selon vous, peut-on être démocrate sans être souverainiste ?

Non ; probablement non. Mais souverainiste n'est pas un gros mot du tout ! C'est plutôt le mot antisouverainiste qui désigne des traîtres au bien commun : si vous êtes contre la souveraineté, vous êtes pour quoi ? Rousseau et Robespierre étaient (évidemment) souverainistes. La patrie est une fiction constructive qui nous rassemble, qui essaye de reproduire à plus grande échelle l'attraction familiale qui fait que l'on s'entraide volontiers. Le souverainisme est le fondement de nombreuses solidarités (nationales souvent, mais pas seulement) : on ne se connaît pas individuellement mais l'on est prêt à se donner du mal pour ceux qui sont de la même patrie. Tenir en détestation le nationalisme, le souverainisme ou le patriotisme fait partie du dogme des "libéraux" qui, en fait, ne veulent plus d'État dans leur chemin (et ils nous jouent cette musique depuis les physiocrates au 18e siècle). Les prétendus "libéraux" affirment que l'on doit les guerres aux sentiments chauvins liés au nationalisme. Mais c'est une blague !

"La Constitution doit séparer les pouvoirs et permettre de les contrôler"

Les guerres, on les doit évidemment aux grands industriels et aux banquiers (lire Guillemin pour s'en convaincre avec force détail) ; on pourrait même, d'une certaine façon, attribuer les guerres aux philosophes des "Lumières" (qui étaient de sordides utilitaristes, des philosophes des riches pour les riches, qui faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour mettre les mendiants au travail au lieu de les aider, et qui préféraient la torture à vie des travaux forcés à la peine de mort, trop clémente à leurs yeux) philosophes qui soutenaient les Girondins (dont la première décision prise par l'assemblée législative de 1792 fut de déclarer une guerre de rapine contre les pays voisins, de façon à ce que l'État ainsi renfloué puisse rembourser la dette publique à leur profit au lieu de faire défaut), Girondins royalistes qui pouvaient bien se reconnaître plus tard dans les Versaillais, les riches massacreurs de la Commune de 1871. Une grande tradition qui semble bien perdurer aujourd'hui au sein de l'Union européenne : endettement monstre des États auprès des plus riches, et guerre économique permanente des pauvres contre les pauvres (pour les empêcher de faire la révolution). Bien sûr, je peux me tromper, et gravement, comme tout le monde. Mais il me semble que la contre-histoire des 200 ans du gouvernement représentatif reste à détailler et à diffuser largement.

Qu'est ce qu'une Constitution ?

C'est un texte supérieur qui décrit les conditions dans lesquelles les pouvoirs institués, législatif, exécutif, judiciaire, vont pouvoir produire du droit, produire des normes juridiques impératives qui s'imposeront à tous. C'est un texte qui va à la fois instituer des pouvoirs très utiles (parce que nous sommes nombreux et que nous avons donc besoin d'eux) et aussi très dangereux, car ceux qui les détiennent peuvent en abuser ou servir les intérêts d'une classe privilégiée plutôt que l'intérêt général. Une Constitution sert donc avant tout à limiter et à affaiblir les pouvoirs. La Constitution doit séparer les pouvoirs et permettre de les contrôler quotidiennement ; elle doit aussi permettre au peuple de reprendre l'initiative à tout moment contre ses représentants en cas de besoin.

"Chaque citoyen devrait protéger la Constitution, SA Constitution, les armes à la main"

Une bonne constitution est donc un texte protecteur en cas de coup dur. Si, au lieu de ça, elle organise l'impuissance des peuples et l'impunité des représentants (comme le font toutes les Constitutions du monde), ce n'est plus une constitution, c'est une imposture, c'est une anti-constitution. C'est le cas de la constitution française et des institutions européennes (et de bien d'autres). Les citoyens devraient non seulement savoir ce qu'est une constitution, mais ils devraient aussi faire attention à qui l'écrit, qui la protège et qui la fait exécuter : nous devrions tous surveiller la qualité du processus constituant. Chaque citoyen devrait protéger la Constitution, SA Constitution, les armes à la main.

Comme lors d' une révolution ?

Oui, sauf qu'il y a de vraies et de fausses révolutions. La révolution française de 1789 est une fausse révolution. C'est une révolution entre riches : ces sont les marchands actifs qui prennent la place des

nobles oisifs.

Carl Schmitt disait : « le souverain est celui qui décide de l'état d'exception ». Qui aujourd'hui décide de cet état d'exception ?

Aujourd'hui le souverain est collectif. C'est une bande de familles très riches qui financent les marionnettes politiques que sont les élus. Le régime de gouvernement représentatif n'est pas la démocratie. Il est anti-démocratique. Il a été construit précisément et sciemment pour interdire au peuple toute forme de démocratie. Le régime du gouvernement représentatif a permis aux riches de confisquer 100 % du pouvoir politique. Le souverain aujourd'hui, c'est une petite fraction du peuple : les plus riches. C'est pourquoi, on doit parler de ploutocratie et pas du tout de démocratie. Et les marionnettes politiques sont des kapos : ce sont des électeurs qui ont décidé de collaborer avec les ennemis du peuple en échange de bons traitements. Nous sommes dans un régime qui est un intermédiaire entre dictature et démocratie. Intermédiaire parce qu'on a le droit de parler, de manifester, tant que ça ne change rien à ce qu'ils appellent "l'ordre social". La "démocratie représentative" est un oxymore qui n'a rien à voir avec la vraie démocratie. Elle pourrait pourtant l'être, mais à condition que ce soit les citoyens eux-mêmes qui en écrivent les règles de contrôle quotidien. Je peux imaginer une démocratie représentative qui ne serait pas un oxymore. Mais aujourd'hui la démocratie n'a rien de représentative : c'est une oligarchie ploutocratique.

Qu'est-ce qu'est la démocratie selon vous ?

La démocratie est un régime dans lequel le peuple garde le contrôle de ses représentants. Un peuple qui peut imposer les lois lui-même et refuser celles qu'on tente de lui imposer lorsqu'il n'est pas d'accord ; un peuple qui peut changer la constitution de sa propre initiative ; un peuple qui peut révoquer un acteur politique lorsqu'il estime qu'il défaille. Si nous acceptons d'appeler "démocratie" son strict contraire, on se rend incapable de comprendre ce qu'est la vraie démocratie, et on s'interdit de la vouloir. La mise à l'envers de ce mot essentiel est un très beau piège politique.. Dans une vraie démocratie, les banques ne seraient pas privées mais publiques. Nous aurions probablement instauré le revenu de base et la TVA sociale qui va avec. Tous les impôts seraient remplacés par la TVA (50 % des prix, impôt difficilement fraudable) et chaque humain toucherait un revenu de base qui lui permettrait de dire non à un travail dégradant. Grâce au revenu de base, tout le monde aurait la possibilité de donner le meilleur de lui-même sans qu'on lui torde le bras parce que, privé de terre, il a un besoin vital d'un revenu (chantage à la misère).

[Mieux encore ! Ayant compris les leçons fondamentales de Bernard Friot, dans une vraie démocratie, nous aurions institué nous-mêmes le SALAIRE À VIE, avec la qualification de la personne (et pas du poste). Voir <https://youtu.be/cjL1MuE5wpl> et <https://youtu.be/uhg0SUYOXjw>.]

"Populiste n'est pas un gros mot"

La nécessité d'avoir un revenu pousse les gens à accepter n'importe quel travail, et c'est profondément aliénant. Ils sont contraints par ce système lamentable à accepter des activités dégradantes, inutiles, voire nuisibles pour le bien commun. Quand quelqu'un accepte, pour gagner de l'argent, de devenir un ingénieur financier, ou un producteur de semences stériles, ou un fabriquant d'armes de destruction massive, c'est révoltant. Une vraie démocratie changerait tout. Le problème c'est que nous n'arrivons même pas à la vouloir parce qu'on a laissé mettre à l'envers tous les mots importants : constitution, citoyen, électeur, démocratie, suffrage universel. Tous ces mots ont été inversés et tant que nous l'acceptons nous sommes les jouets des maîtres du langage. Mais ce n'est pas du tout une fatalité : on peut remettre tous les mots importants à l'endroit, par éducation populaire, c'est-à-dire entre nous, à la base.

Avez-vous lu La stratégie du choc de Naomi Klein. Que pensez-vous de ses thèses ?

C'est une clef de lecture importante, la mise à jour d'une stratégie abjecte, cynique au possible. Dans les années 50, des scientifiques ont découvert que des personnes ayant subi des électrochocs perdaient toute volonté, tout sens critique et deviendraient dociles comme des brebis. Sur le modèle de cette technique, les "libéraux" intègrent le fait qu'une collectivité choquée par un évènement (naturel ou artificiel : un séisme, une guerre) n'est pas capable de résister à une agression supplémentaire et donc de se battre contre une "réforme" dont elle ne veut pas. Ces chocs peuvent très bien être provoqués : des attentats, des déclarations de guerre. Il existe toute sorte de possibilités pour provoquer des chocs.

"S'informer c'est résister. Armez-vous !"

Qu'est-ce que le populisme selon vous ?

Populiste n'est pas un gros mot. Je suis moi-même populiste, évidemment. J'ai lu Christopher Lasch et Orwell sur les conseils de Jean-Claude Michéa qui est un philosophe spécialiste du "libéralisme" que je trouve admirable. Le mot populisme a un sens différent selon la bouche qui le prononce. Chez Lasch, le populisme est un mot positif : un populiste c'est quelqu'un qui se préoccupe des intérêts du peuple. Dans la bouche des oligarques et des Versaillais, ceux qui voudraient "globaliser" la "gouvernance", c'est-à-dire capturer la totalité des pouvoirs politiques, économiques, culturels et médiatiques, le mot populiste veut dire démagogue, menteur. Mais ce sont eux les démagogues. Ce sont eux qui mentent au peuple pour avoir le pouvoir.

"Le tirage au sort à la place de l'élection"

Encore une fois, "populiste" est un mot qui a été mis à l'envers. Je suggère d'ailleurs à tous les résistants de signaler les mots dangereux qui ont ainsi été mis à l'envers. Je propose que nous balisions les mots menteurs par un signal codé entre nous, avec des guillemets à l'envers (Alt+175 et Alt+174 sur un clavier de PC), comme pour pointer un piège : par exemple, » populiste « , » démocratie « , » suffrage universel « , » citoyen « , » réforme « , » constitution « , etc. Un homme averti en vaut deux. Si on repère clairement les mensonges de la Novlangue, on sera moins vulnérable.

Vous disiez tout à l'heure que le peuple avait sa part de responsabilité de se faire diriger. Peut-on considérer qu'on est encore un peuple ?

Le peuple est un concept temporaire. Une collectivité, à un moment donné, se considère comme un peuple et est prête à envisager des objectifs communs et à se protéger mutuellement. En prenant conscience du danger des voleurs de pouvoirs (qui existeront toujours dans les collectivités : les aspirants chefs, les leaders...), nous devrions arriver à nous en méfier et à éviter à tout prix de leur donner le pouvoir, et donc à instituer le tirage au sort à la place de l'élection. Un peuple qui aurait testé à petite échelle, au niveau de la commune, une vraie démocratie, avec le tirage au sort et ses contrôles.

Est-ce que, selon vous, la Suisse est une démocratie ?

La Suisse est une semi-démocratie (ce qui est déjà bien), grâce au référendum d'initiative populaire. Les Suisses ont ainsi les moyens institutionnels, à leur propre initiative, de court-circuiter leurs représentants sur les sujets les plus graves. La Suisse est donc infiniment plus démocratique que la France, qui ne l'est pas du tout. Mais il est essentiel de comprendre que cette puissance des Suisses -et cette impuissance des Français- est programmée, programmée dans la Constitution !

"Les professionnels de la politique ont un intérêt personnel à programmer l'impuissance du peuple"

Qu'est-ce qu'un référendum d'initiative populaire ?

Le RIP (ou RIC : référendum d'initiative Citoyenne) est l'institution qui garantit au peuple qu'il lui est possible, de sa propre initiative et à tout moment, de reprendre le contrôle des processus législatifs et constituants. C'est central. Le référendum d'initiative populaire existe dans quelques pays dans le monde : en Italie, dans la moitié des États-Unis, au Venezuela et en Autriche, par exemple. En France, en 2008, le parlement, aux ordres du gouvernement, a révisé la constitution pour instituer ce qu'ils ont appelé frauduleusement (je pèse mes mots) un "référendum d'initiative populaire". Il suffit de lire l'article 11 pour constater que ce n'est qu'un referendum d'initiative parlementaire. Nos prétendus » représentants « se moquent donc ouvertement de nous. Nous ne sommes pas en démocratie : nous sommes en ploutocratie.

Par quel moyen le peuple français peut-il re-devenir ou devenir le souverain ?

Il faut qu'on réfléchisse pour créer quelque chose de nouveau et concentrer notre objectif sur un point précis et aucun autre (pour réunir le plus grand nombre d'entre nous). Il faudrait que ce point commun soit effectivement décisif c'est-à-dire suffisant pour entraîner ensuite naturellement la plupart des modifications que nous souhaitons.

Ce point est, me semble-t-il, dans la qualité du processus constituant : il ne faut plus qu'il y ait des professionnels de la politique dans l'Assemblée constituante, ni dans le Conseil constitutionnel. PLUS JAMAIS ET EN AUCUN CAS. En effet, les professionnels de la politique ont un intérêt personnel à programmer l'impuissance du peuple, et c'est ce qu'ils font, toujours et partout. Seule une constitution d'origine citoyenne permettra au peuple de reprendre le contrôle de ses affaires (les affaires publiques).

Le tirage au sort est-il l'avenir de la démocratie ?

Non, le tirage au sort n'est pas « l'avenir de la démocratie », il en est indissociable ; c'est un lien beaucoup plus fort qu'une simple étape chronologique : il n'y a pas de démocratie sans tirage au sort.

Étienne Chouard.

Propos recueillis par Arthur Scheuer et Baptiste Thion

<http://etienne.chouard.free.fr/Europe/forum/index.php?2012/09/08/253-ragemag-populiste-n-est-pas-un-gros-mot>

Pour approfondir le travail de Bernard Friot :

Le site *réseau salariat* :

<http://www.reseau-salariat.info/?lang=fr>

Bernard Friot « La conférence gesticulée »

Usul présente le Salaire à Vie (Bernard Friot)

Friot formule ses reproches au revenu de base :

Fil facebook correspondant à ce billet :

<https://www.facebook.com/etienne.chouard/posts/10154532965612317>